

Exportation d'armes: la Belgique laxiste

- D'après un rapport du Grip, la Belgique aurait des pratiques moins restrictives que l'Allemagne et la France.
- Elle saperait ainsi les efforts de ses voisins européens.

C'est ce lundi 6 juin que part une mission walonne en Tanzanie pour aller évaluer les aspects économiques et humanitaires du dossier de la licence d'armes (machines visant à fabriquer des munitions) demandée à New Lachaussee.

Objet de polémique, la licence a été suspendue pour trois mois, un délai qui expire le 23 juin.

A l'heure où cette mission conduite par le président de la commission d'avis de la Région walonne, Philippe Suinen (patron de l'Awex), s'envole, un rapport du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip) compare les prati-

ques de l'Allemagne, de la Belgique et de la France en matière d'exportation de matériel de production de munitions. Ces trois pays abritent les plus importants fabricants mondiaux: New Lachaussee à Herstal et EDB Engineering (Sprimont) en Belgique, Manurhing en France et Fritz Werner en Allemagne. "Les pratiques belges sont moins restrictives que celles de la France et de l'Allemagne qui ont toutes les deux souscrit à une politique de prudence. Cette politique a pour but d'éviter le détournement des armements produits avec des machines vendues par ces deux pays. Les pratiques moins restrictives de la Belgique signifient qu'elle va à contre-courant dans la prévention des conflits et la lutte contre la prolifération des ALPC (Armes légères et de petits calibres). La Belgique affaiblit ainsi les efforts en train de se mettre en place au sein de l'Union européenne et consentis par ses voisins", lit-on dans le rapport.

Allemagne. Confronté à de multiples reprises à la violation des promesses d'utilisation finale, le pays a adopté en 2000 des règles pour encadrer l'exportation d'équipement militaire.

Elles indiquent que les ventes de matériel de production d'ALPC ne sont en principe autorisées qu'à des utilisateurs finaux étatiques des pays de l'Union européenne (UE) et de l'Otan ainsi qu'à 4 pays équivalents (Australie, Japon, Suisse, Nouvelle-Zélande).

Des feux verts exceptionnels sont possibles si l'exportation répond à une demande de clients pré-existants ou ayant des contrôles d'utilisation finale efficaces.

France. Le pays a aussi eu des expériences malheureuses.

Il n'y a pas de directives publiques, mais la France est devenue plus restrictive dans les occasions de licence vers les pays en voie de développement.

Belgique. Selon des sources industrielles et autres, notre pays aurait fréquemment autorisé ces dernières années des exportations de matériel de production de munitions ALPC à des pays du Tiers-Monde qui ne figurent plus parmi les marchés autorisés par la France et l'Allemagne.

L'auteur rappelle une mauvaise expérience concernant Eldoret, une usine construite au Kenya dans les années 1990 avec l'aide de la FN-Herstal et équipée avec une machine de New Lachaussee. Malgré l'assurance écrite du gouvernement kenyan, des munitions d'Eldoret se seraient retrouvées dans les Grands Lacs suite à "de la corruption, de la négligence ou des vols".

Par ailleurs, la capacité de production de l'usine est de 20 millions de cartouches par an alors que les besoins domestiques de l'armée étaient d'environ 3 millions de cartouches.

Ph. Law.